

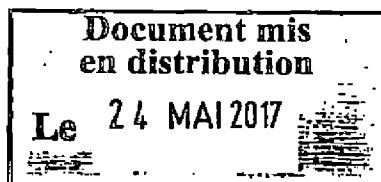
ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission de l'économie, des finances,
du budget et de la fonction publique

Papeete, le 24 MAI 2017

N° 46-2017

RAPPORT



relatif à un projet de délibération portant modification n°2 du budget général de la Polynésie française formalisant le report des crédits de paiement sur la gestion 2017,

présenté au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique,

par Madame et Monsieur les représentants Virginie BRUANT et Antonio PEREZ

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 3038/PR du 10 mai 2017, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération portant modification n° 2 du budget général de la Polynésie française formalisant le report des crédits de paiement sur la gestion 2017.

Conformément à l'article 21 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics, le présent projet de délibération formalise l'état dressé par l'ordonnateur le 16 janvier 2017 relatif au report sur 2017 des reliquats de crédits de paiement 2016.

RECETTES

Les crédits de paiement reportés d'un montant de 57,844 milliards F CFP sont financés par :

1/ des recettes certaines restant à émettre pour un montant de 46 626 788 796 F CFP, dont :

a- Des emprunts non mobilisés fin 2016 (2,422 milliards F CFP), lesquels sont constitués :

- d'emprunts AFD pour 1,790 milliard F CFP ;
- de l'emprunt contracté pour le pôle de santé mentale (PSM) pour 374,8 millions F CFP ;
- de l'emprunt contracté pour le financement du SWAC (*Sea water air conditioning*) de 257 millions F CFP.

b- Une avance non encore remboursée par Kai Hotu Rau pour 70 millions F CFP.

c- La mise en jeu de la garantie accordée par le Pays à l'OPH pour 793 millions F CFP.

d- Des recettes réelles restant à mobiliser sur les subventions de l'État (6,019 milliards F CFP) essentiellement constituées de recettes provenant du dispositif « 3° instrument financier ». Il représente à lui seul près de 79 % de ces restes à recevoir.

- e- Des écritures d'ordre pour 37,322 milliards F CFP. L'enveloppe des écritures d'ordre, majoritairement destinée à comptabiliser des échanges de terrains, se distribue comme suit :

• Échanges, transfert de terrains et cessions d'immeubles :	33 951 762 404
• TNAD	17 600 000 000
• OPH	3 199 153 613
• Communes	2 688 859 411
• Autres	10 463 749 380
• Réaménagement d'emprunts	3 370 430 064
TOTAL DES E/O	37 322 192 468

2/ le besoin de financement de la section d'investissement constaté à la clôture de l'exercice est constitué du solde d'exécution cumulé corrigé des restes à réaliser :

- a- Le solde d'exécution réel de la section d'investissement s'élève à - 6 764 196 262 F CFP auquel ont été ajoutés un écart de conversion des emprunts de - 4 F CFP, le solde déficitaire de l'institut de la communication audiovisuelle (ICA) pour un montant de 8 339 259 F CFP et le solde excédentaire de Heiva Nui pour un montant de 5 557 897 F CFP. Il s'élève en définitive à 6 766 977 628 F CFP.
- b- Les restes à réaliser de 11,218 milliards F CFP correspondent à la différence entre les crédits de paiement non mandatés au 31 décembre 2016 et les recettes certaines n'ayant pas donné lieu à émission d'un titre de perception.

Le tableau ci-dessous reprend le détail de ces recettes (en F CFP) :

a- EMPRUNTS	2.421.722.040
• AFD	1.789.976.134
• Projet PSM	374.800.000
• Projet SWAC	256.945.906
b- AVANCES VERSÉES (Kai Hotu Rau)	70.000.000
c- MISE EN JEU DE LA GARANTIE OPH	793.435.854
d- SUBVENTIONS DE L'ÉTAT	6.019.438.434
• Contrat de projets	233.125.146
• Contrat de projets n° 2	196.556.699
• 3 ^e instrument financier	4.775.154.089
• État-Éduc (DGI)	96.759.968
• FEI (Fds except. d'investissement)	513.341.480
• CIOM	4.826.961
• Autres (ADEME, APIJ)	199.674.091
e- ÉCRITURES D'ORDRE	37.322.192.468
SOUS-TOTAL DES RECETTES À ÉMETTRE	46.626.788.796
BESOIN DE FINANCEMENT :	17.984.540.688
a- Solde d'exécution cumulé (y/c reprise des soldes ICA et Heiva Nui)	6.766.977.628
b- Reste à réaliser (CP reportés - Recettes à émettre)	11.217.563.060
SOUS-TOTAL DES RECETTES REPORTÉES	16.611.329.484
SOLDE D'EXÉCUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTÉ y/c reprise des soldes ICA et Heiva Nui	- 6.766.977.628
TOTAL DES CRÉDITS DE PAIEMENT REPORTÉS	57.844.351.856

DÉPENSES

Le montant des crédits de paiement reportés s'élève à 57,844 milliards F CFP. Le tableau ci-dessous reprend le détail de ces dépenses par chapitre (*en F CFP*) :

CHAP	INTITULE	Report CP hors dette et E/O	Report CP Dette	Report CP Ecritures d'ordre	MONTANT TOTAL CP REPORTES
900	POUVOIRS PUBLICS	50 608 841	0	0	50 608 841
901	MOYENS INTERNES	724 451 080	0	0	724 451 080
902	PERSONNEL	0	0	0	0
903	PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"	2 987 299 449	0	7 688 859 411	10 676 158 860
904	TOURISME	698 390 644	0	12 004 980 000	12 703 370 644
905	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	928 597 124	0	13 925 566	942 522 690
906	ECONOMIE GENERALE	300 000 000	0	0	300 000 000
907	TRAVAIL ET EMPLOI	26 217 221	0	0	26 217 221
908	CULTURE ET PATRIMOINE	275 549 762	0	0	275 549 762
909	ENSEIGNEMENT	1 817 234 027	0	605 000 000	2 422 234 027
910	SANTE	331 628 430	0	0	331 628 430
911	VIE SOCIALE	335 731 768	0	9 774 600	345 506 368
913	ENVIRONNEMENT	416 199 457	0	0	416 199 457
914	RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	5 117 333 715	0	1 675 006 601	6 792 340 316
915	TRANSPORTS	599 216 209	0	0	599 216 209
916	URBANISME, HABITAT ET FONCIER	4 182 519 150	0	11 954 216 226	16 136 735 376
951	GESTION FINANCIERE	761 513 511	969 669 000	3 370 430 064	5 101 612 575
TOTAL GENERAL		19 552 490 388	969 669 000	37 322 192 468	57 844 351 856

Outre les écritures relatives à la dette et aux écritures d'ordre, le montant des crédits reportés s'établit à 19,552 milliards F CFP, soit une progression de 16 % par rapport à l'année précédente (16,851 milliards F CFP).

Avec ce report de 2016 et, en tenant compte du budget primitif 2017 d'un montant de 39 944 831 000 F CFP, l'enveloppe prévisionnelle des crédits de paiement atteint 97,789 milliards F CFP, comme détaillé ci-dessous :

	CP hors dette et E/O	CP Dette	CP Ecritures d'ordre	MONTANT TOTAL CP 2017
BUDGET PRIMITIF 2017	26 843 000 000	8 476 331 000	4 625 500 000	39 944 831 000
REPORT CREDITS DE PAIEMENT 2016	19 552 490 388	969 669 000	37 322 192 468	57 844 351 856
TOTAL CREDITS DE PAIEMENT VOTES	46 395 490 388	9 446 000 000	41 947 692 468	97 789 182 856

Hors écritures d'ordre et de dette, l'enveloppe prévisionnelle des crédits de paiement 2017 s'établit à 46,395 milliards F CFP.

Il est indiqué pour mémoire qu'au titre du premier collectif budgétaire, le budget général 2017 a été abondé de crédits de paiement nouveaux à hauteur de 1 735 853 933 F CFP destinés essentiellement au financement des travaux de réparation liés aux intempéries qui ont touché la Polynésie française en ce début d'année, ce qui porte le montant total des crédits de paiement 2017 à 99,425 milliards F CFP.

TRAVAUX EN COMMISSION

Examiné en commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique dans sa séance du 18 mai 2017, le présent collectif budgétaire a suscité des échanges, qui ont notamment porté sur les points suivants :

- l'état d'avancement des projets de construction du Pôle de Santé Mentale et de réalisation du SWAC, sachant qu'à terme, ces projets auront un impact financier important, tant sur le budget du Pays que sur celui du Centre Hospitalier de la Polynésie française ;
- la garantie du Pays sur l'emprunt contracté par l'OPH, cet emprunt ayant permis le lancement des programmes de construction de logements « Teiato » et « Teueue » en 2006 ;
- les écritures d'ordre liées aux transferts de biens immobiliers au profit de TNAD pour 17,6 milliards F CFP, ces biens immobiliers relevant notamment de projets à vocation touristique tel que le « Tahiti Mahana Beach » ;
- le taux de liquidation des crédits de paiement, qui est respectivement de 57,22 % en 2015 et de 53,59 % en 2016.

* * * *

Tel est l'objet du projet de délibération ci-joint que les rapporteurs proposent à leurs collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique, d'adopter.

LES RAPPORTEURS

Virginie BRUANT

Antonio PEREZ

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : DBF1720533DL-4

DÉLIBÉRATION N° 2017-42/APF

DU 8 JUIN 2017

portant modification n° 2 du budget général de la
Polynésie française formalisant le report des crédits
de paiement sur la gestion 2017

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 APF du 23 novembre 1995 modifiée, portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2016-122 APF du 1^{er} décembre 2016 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2017 ;

Vu l'arrêté n° 594 CM du 10 mai 2017 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1350/2017/APF/SG du 29 mai 2017 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 46-2017 du 24 mai 2017 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du 8 juin 2017 ;

A D O P T E :

Article 1^{er}.- Les recettes extraordinaires du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2017 sont modifiées comme suit :

Chapitre	Article	Intitulé	En +	En -
903		PARTENARIAT AVEC LES « COLLECTIVITÉS »		
	131 152	Contrat de projets n° 2	11 335 461	
	132 151	Contrat de projets n° 1	180 690 509	
		Total chapitre 903	192 025 970	0
904		TOURISME		
	131 152	Contrat de projets n° 2	90 884 955	
		Total chapitre 904	90 884 955	0
905		DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES		
	132 151	Contrat de projets n° 1	972 518	
	131 152	Contrat de projets n° 2	43 451 327	
	132 152	Contrat de projets n° 2	50 884 956	
	132 182	Conseil interministériel de l'Outre-mer	4 826 961	
	267	Créances rattachées à des participations	70 000 000	
		Total chapitre 905	170 135 762	0
909		ENSEIGNEMENT		
	131 14	Éducation	64 603 599	
	132 14	Éducation	23 612 295	
		Total chapitre 909	88 215 894	0
910		SANTÉ		
	131 151	Contrat de projets n°1	15 934 959	
	132 151	Contrat de projets n°1	35 527 160	
		Total chapitre 910	51 462 119	0
914		RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS STRUCTURANTS		
	131 11	3 ^e Instrument financier - État	845 205 595	
	131 181	Fonds exceptionnel d'investissement	351 968 973	
	131 188	Autres subventions de l'État	170 047 732	
	132 11	3 ^e Instrument financier - État	3 929 948 494	
	132 181	Fonds exceptionnel d'investissement	161 372 507	
		Total chapitre 914	5 458 543 301	0
915		TRANSPORT		
	131 183	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'environnement	8 733 304	
	132 183	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'environnement	20 893 055	
		Total chapitre 915	29 626 359	0
916		URBANISME, HABITAT ET FONCIER		
	211	Terrains	33 951 762 404	
		Total chapitre 916	33 951 762 404	0
951		GESTION FINANCIÈRE		
	106 8	Excédents de fonctionnement capitalisés	17 984 540 688	
	13214	Éducation	8 544 074	
	164	Emprunts auprès des établissements de crédit	5 792 152 104	
	276	Autres créances immobilières	793 435 854	
		Total chapitre 951	24 578 672 720	0
		TOTAL GÉNÉRAL	64 611 329 484	

Article 2.- Les dépenses extraordinaires du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2017 sont modifiées comme suit :

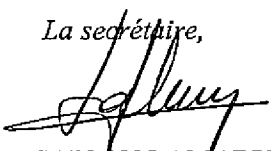
Chapitre	Ligne budgétaire	Intitulé	En +	En -
951	001	GESTION FINANCIÈRE		
		Résultat d'investissement reporté	6 766 977 628	
		Total chapitre 951	6 766 977 628	0
		TOTAL GÉNÉRAL	6 766 977 628	0

Article 3.- En conséquence, le plafond 2017 des emprunts augmenté du montant du présent report d'emprunts, hors écritures d'ordre de réaménagement de la dette, s'élève à 10 636 722 040 XPF.

Article 4.- Le report sur l'exercice 2017 des reliquats de crédits de paiement délégués restant à employer au 31 décembre 2016 selon le détail joint en annexe à la présente délibération pour le montant de 57 844 351 856 XPF déjà dressé par l'ordonnateur du budget, est confirmé.

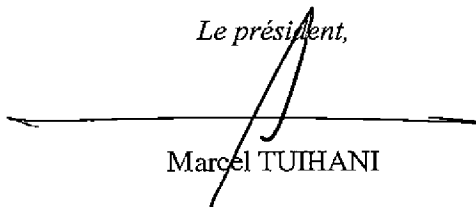
Article 5.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,



Loïs SALMON-AMARU

Le président,



Marcel TUIHANI